

23/05/2017



MESSAGES - La Conférence épiscopale du Venezuela (CEV) a publié hier une Exhortation pastorale en tant que conclusion de son Assemblée extraordinaire plénière qui s'est tenue du 16 au 18 mai (voir Fides 17/05/2017). S'agissant de l'Assemblée constituante, les Evêques affirment : « Après avoir écouté de nombreux membres du peuple, nous estimons que la requête de cette Constituante n'est pas nécessaire et qu'elle est dangereuse pour la démocratie vénézuélienne, pour le développement humain et intégral et pour la paix sociale ».

L'Exhortation, parvenue à Fides, signale certains aspects de la situation que connaît actuellement le peuple vénézuélien : faim, violence, manque de respect des droits fondamentaux, désespoir. « Mais face à cela, se présentent des défis – poursuit le texte : engagement en faveur de la paix, dénonciation prophétique, solidarité et prière ». Avec cette Exhortation, la CEV a également rendu publique la lettre envoyée à Elias Juaa Milano, Président de la Commission préparatoire de l'Assemblée nationale constituante, voulue par le Président Nicolas Maduro : « La nécessité est de porter à terme la Constitution et non pas de la réformer » peut-on lire dans la missive portant la signature de S.Exc. Mgr Diego Padrón, Archevêque de Cumana et Président de la CEV.

Le Comité permanent de la CEV se déclare disposé à recevoir Elias Juaa Milano le 19 mai afin d'approfondir et de discuter les raisons de cette décision de l'Episcopat. Cette rencontre, écrivent les Evêques, constituera une occasion pour exposer les motifs de notre position et en outre « permettra d'exprimer notre préoccupation s'agissant des graves problèmes que connaît aujourd'hui notre pays et des douloureuses conséquences de tristesse, de souffrance et de mort provoquées dans la vie concrète du peuple vénézuélien ».

Le 9 mai, Elias Juaa Milano avait affirmé avoir envoyé une lettre à la Conférence épiscopale dans laquelle il demandait à être reçu pour exposer la portée de l'initiative de la Constituante après la décision de la CEV de ne pas participer à la réunion de la Commission en compagnie des groupes religieux.

Source: Agence Fides 19/05/2017